



Territoire et santé : un colloque tout en bien-être...

Un titre en forme de sourire, mais aussi pour rappeler que la notion de bien-être s'est rapidement substituée à celle de santé au cours des échanges du seizième colloque interrégional que la Maison de l'urbanisme Lorraine-Ardenne et Ruralité-Environnement-Développement organisaient le 8 décembre dernier sur les interactions entre la santé et l'aménagement du territoire.

Structurée en trois parties, cette journée a tout d'abord évoqué les interrelations entre habitat et santé. L'après-midi était consacrée d'une part aux enjeux de l'aménagement local et ses implications sur le bien-être et d'autre part à une échelle supra-communale de cette thématique. Quels en sont les principaux enseignements ?

Le bien-être : un enjeu transversal

Trois orateurs ont brillamment introduit les travaux de la matinée (Frédéric de Ceulaer de l'Observatoire de la santé de la Province de Luxembourg et le Dr Yolande Wagener, Médecin-chef de division du Ministère de la santé du GDL) et de l'après-midi (le Dr Christian Massot, Médecin de santé publique, Observatoire de la santé du Hainaut). Deux éléments-clés y ont été mis en évidence.

La santé n'est pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité mais un état de complet bien-être, physique, psychique et social mais aussi culturel et écologique : c'est le message principal de la définition de l'Organisation mondiale de la Santé publiée en 1948, complétée en 1989.

La notion de bien-être doit ainsi davantage être mise en valeur en tant qu'approche plus positive et plus globale que la santé, qui est quant à elle davantage perçue comme un état dont on se préoccupe quand on ne l'a plus...

Les déterminants du bien-être (facteurs ayant une influence positive ou négative sur l'état de santé) et ses indicateurs (variables mesurées permettant de décrire l'état de santé d'une population) sont largement influencés par le territoire, notamment au niveau local. Les inégalités sociales et la pauvreté jouent également un rôle majeur. Le bien-être étant une notion multidimensionnelle et relative, il constitue un enjeu transversal qui devrait rayonner dans toutes les politiques publiques. Plusieurs orateurs ont souligné que trop souvent encore des initiatives politiques en matière d'aménagement ou de développement étaient prises sans considérer suffisamment le bien-être des personnes à qui elles étaient destinées...



ICBE : un indice des conditions de bien-être mais aussi un outil d'aide aux diagnostics territoriaux

L'ICBE est un indice synthétique qui mesure les conditions matérielles et la qualité de vie dans les 262 communes de Wallonie. Il est un premier pas vers une mesure plus globale du bien-être. L'ICBE est une aide au pilotage des politiques publiques et à la mise en œuvre de stratégies ou plans d'action à l'échelle des communes et de la région visant à améliorer le bien-être des populations. C'est un réservoir considérable de données !



Dr Y. Wagener et les animateurs de la journée, D. Antoine et P. Collignon



La commune : un rôle-clé dans la promotion et la prévention

A un enjeu complexe doit répondre une approche multisectorielle (éducation, économie, environnement, logement, sécurité...). Au niveau local, la commune peut actionner de nombreux leviers, indépendamment de l'accès aux soins de santé ; la recherche du bien-être des citoyens ne doit pas être réservé aux seules compétences de l'échevin de la santé... mais être insérée dans toutes les politiques communales et dans tous les milieux de vie (famille, quartiers, écoles, milieu associatif...).

On peut reconnaître une commune-santé à sa volonté de répondre aux besoins essentiels des citoyens, à la qualité de son environnement, à la force de son tissu social, la richesse de sa vie culturelle, la vigueur de son économie, les conditions d'accès aux services publics et privés, le degré de participation de ses habitants et bien entendu... à l'état de santé de sa population !

Arlon, Attert, Longwy...

des exemples à suivre.

Ces trois communes ont apporté leurs témoignages concrets au cours de la journée.

La création d'un parc urbain de qualité, la valorisation de la Semois et le développement d'un pôle « sports-nature » sont les trois objectifs qui guident la ville d'Arlon dans la réalisation du parc récréatif, culturel et sportif de l'Hydrion. Intégré dans une réflexion globale sur le territoire, grâce à sa grande polyvalence fonctionnelle et son potentiel important d'axes de développements, ce projet, présenté par l'Echevin André Balon, favorisera le bien-être de la Ville et de toute la commune.

A Attert, c'est un très large éventail d'actions qui ont été évoquées par le Député-Bourgmestre Josy Arens en guise d'accueil à la journée : maîtrise de la gestion des eaux, Parc naturel communal, aménagement du territoire et qualité du cadre de vie, gestion de la pression foncière, développement de la culture et de l'associatif, mesures sociales... le bien-être des individus est manifestement au cœur des préoccupations des élus.

La ville de Longwy est adhérente du Réseau ville santé de l'OMS depuis 2011. Dès janvier 2012, elle a fait connaître sa volonté de signer un **Contrat Local de Santé (CLS)**, l'un des premiers en Lorraine. De nombreux partenaires et des objectifs traduits en actions concrètes caractérisent le CLS. Parcours du cœur, fête du sport, octobre rose, fraîche attitude, semaine du goût, ateliers cuisine... autant de projets évoqués par Mireille Kadoum, Conseillère déléguée à la Santé et à la Cohésion sociale et qui ne sont qu'un bref aperçu des activités menées à Longwy en faveur de la santé.

Bien vieillir chez soi : un des enjeux majeurs du bien-être des personnes âgées

Deux exposés sur ce thème ont ouvert nos horizons sur des méthodes et des pratiques innovantes et solidaires.

L'étude « **Habitat et vieillissement** » de l'ASBL Qualidom et présentée par Olivier Masson, Professeur à l'UCL, propose un outil de travail pour la recherche d'une forme de logement alternative qui permette de vivre dignement et en autonomie une fois la période active révolue. Cet outil est centré sur la notion d'Habitat-support basée sur les liens sociaux davantage que sur les techniques pour suppléer la perte d'indépendance. Interdépendance et autodétermination sont au cœur de cette recherche qui aboutit à un inventaire des formes de vie permettant le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.

De la démarche « **Habitat innovant et solidaire** » de la Moselle présentée par Christophe Muller, Chef de projet au Conseil départemental de la Moselle, nous épingleons le concept de plate-forme numérique de services qui permet l'appropriation des nouveaux équipements et services par les personnes en perte d'autonomie et par les aidants. Cette plate-forme concerne à la fois les services de santé et prestataires, les services d'information, de communication et de lien social et les services d'alerte et de sécurité. Cette démarche inclut également la mobilisation du tissu socio-économique et des chercheurs du territoire pour contribuer à la structuration d'une filière régionale « Silver Economy ».





Habitat durable versus habitat sain ?

Le développement de la thématique de l'habitat sain par Martyna Kuske, Coordinatrice scientifique au Sami-Lux d'une part et Anne-Claude Romain, Professeur-chargé de cours à l'Ulg d'autre part, a quelque peu ébranlé nos convictions ... et nos lacunes en la matière.

Notre maison n'est pas toujours le cocon douillet que l'on imagine ! Polluants chimiques, agents biologiques et facteurs physiques polluent nos intérieurs en interagissant entre eux et sur les personnes de manière différenciée... ce qui rend le diagnostic particulièrement complexe. Malgré le fait que l'air intérieur est aujourd'hui considéré comme plus pollué que l'air extérieur et sachant que l'on passe 20h par jour à l'intérieur, on peut s'étonner de la quasi-inexistence de réglementation en la matière...

Tout aussi interpellant est le bilan de la PEB sur la qualité de l'habitat dit « durable ». D'un côté, une isolation élevée qui conduit à l'augmentation du confinement et de l'autre, des ventilations mécaniques pas toujours adaptées en termes de débit de renouvellement de l'air, des installations non entretenues et ici encore, une absence de réglementation et d'harmonisation des normes !

Sans remettre en cause les bienfaits de la performance énergétique des bâtiments, force est de constater qu'un important travail d'harmonisation des normes et des labels et de réglementation quant à la maintenance des installations de ventilation est indispensable.

La ferme du Mafa : un éco-centre exemplaire

L'évocation du projet de rénovation d'une ancienne ferme à Manhay par Marie Gillis-Pirson s'apparentait au récit d'une véritable aventure humaine. La douceur du chanvre, la collecte partagée des cartons d'œufs comme matériau isolant, les roseaux régulateurs d'humidité, l'argile moulée à la main, la chaleur du feu de bois... autant de matériaux bio-sourcés au service de la santé physique tant au cours du chantier qu'en tant qu'utilisateur du lieu.

Créativité, innovation, rencontres, lenteur et concentration ont fait de ce chantier un moment de vie bénéfique pour la santé mentale des participants. Les fonctions actuelles du lieu devenu éco-centre : habitat groupé, activités culturelles, mises au vert, développement d'initiatives en transition... procurent naturellement bien-être et réconfort à ses occupants !



Moulage manuel des briques en argile

pages 2 et 3, de g. à d. : quelques-uns des orateurs de la journée : J. Arens, F. De Ceulaer, O. Masson, A-C. Romain, Ch. Muller, S. Delogne, D. Antoine et M-F. Gérard





Centre Robert Schuman à Attert



Pause-repas à la Résidence des Ardennes

Des stratégies pour préserver notre santé

Des différentes interventions ressortent clairement deux souhaits pour le futur en matière de stratégie territoriale en lien avec le bien-être et la santé :

- mettre ensemble les opérateurs du territoire et les opérateurs de la santé en les incitant notamment à partager leurs sources d'information ;
- actionner plus fréquemment le réflexe « bien-être » dans les politiques sectorielles et utiliser cette notion comme porte d'entrée pour la participation citoyenne, comme levier d'animation.

Parmi bien d'autres stratégies territoriales concernées par la santé, deux politiques plus particulièrement liées aux territoires ruraux ont été développées, l'une concernant l'installation de jeunes médecins en milieu rural, l'autre sur la politique agricole à mener en faveur d'une alimentation saine.

Dans le premier cas, le Dr Marie-France Gérard, Présidente de la Fédération des Maisons et Pôles de santé de Lorraine a insisté sur la nécessité de développer des soins de santé en équipe pluri-professionnelle (médecins, personnel infirmier et kinés notamment) et d'aller bien au-delà de l'acte médical par l'exercice coordonné entre les professionnels de la santé.

En matière d'agriculture, Stéphane Delogne, représentant la Fédération unie des groupements d'éleveurs et d'agriculteurs a rappelé le rôle positif de l'agriculture multi-fonctionnelle : production d'une alimentation liée au sol, qualité des paysages, préservation de la biodiversité, attractivité pour le touriste... Le possible rôle des pouvoirs publics a aussi été souligné pour favoriser la résilience agricole, notamment en facilitant la mutation vers des modes de culture plus raisonnés et l'accès à la terre pour les jeunes agriculteurs.

Ces quelques lignes ne traduisent que partiellement la richesse et la variété des interventions comme des débats !

Le programme et les présentations des orateurs sont téléchargeables sur www.ruraleurope.org et www.murla.be